

Siège social : 22, rue du Texel – 75014 Paris

Tél : 01 43 20 92 91

Fax : 01 43 35 14 09

info@heritage-progres.com

Directeur de la publication : Christian Julienne

Site internet : www.heritage-progres.com

Lettre n° 81 – Novembre 2011

la lettre d'

HÉRITAGE & PROGRÈS

Crise de la dette

Le plus grave c'est l'absence de plan B.

Tandis que les chiffres voltigent par milliards et centaines de milliards d'euros pour évaluer les besoins de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie, de la France, le plus grave nous semble la totale absence d'imagination des dirigeants politiques pour prévoir des solutions alternatives aux problèmes posés actuellement.

Ces solutions ne doivent évidemment pas être mises sur la place publique sous peine d'attirer une réaction immédiate des marchés. Il faut donc constituer des groupes d'experts pour les étudier de façon très confidentielle. Il y aura nécessairement quelques fuites mais on pourra les mettre sur le compte d'économistes irresponsables et non pas des gouvernements.

Pourquoi étudier un ou plusieurs plans « B » ? Parce que les menaces économiques et politiques qui pèsent sur l'euro sont évidentes et que la probabilité de voir un ou plusieurs Etats sortir de la zone est aujourd'hui très forte.

Il faut donc à la fois étudier les conditions politiques et économiques de sortie de la zone, ne serait-ce que l'impression des billets et des pièces d'une nouvelle monnaie. Il faut surtout étudier des variantes aux remboursements secs des emprunts contractés : comment restructurer la dette à 10, 20 ou 25 ans ? Comment recréer une inflation modérée et jusqu'à quel niveau ? Comment restructurer nos Etats pour réduire drastiquement les dépenses, ce qui semble impossible à réaliser dans les structures actuelles.

C'est ainsi qu'un groupe d'une dizaine d'économistes allemands vient de remettre à Mme Merkel ses conclusions. Elles n'engagent qu'eux-mêmes mais elles sont une des pistes sur lesquelles peut travailler le gouvernement allemand.

Rien de tel en France, ni à gauche ni à droite. M. Hollande colle à la politique de fédéralisme européen et donc à M. Sarkozy. Si les électeurs comprennent qu'il y a là deux politiques différentes, ils sont particulièrement doués de finesse politique ! Car si l'on défend l'euro dans les mêmes termes et avec les mêmes moyens, je ne comprends pas où peut se situer une différence dans la politique économique et financière. Hollande et Sarkozy même combat : ce devrait être maintenant le slogan de l'union nationale pour une Europe fédérée que semblent souhaiter Nicolas Sarkozy, François Hollande et François Bayrou. Seuls Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et hier Arnaud Montebourg envisagent des solutions alternatives mais avec une extrême prudence et peu de précisions.

Pourtant ce n'est pas la principale mais **pratiquement la seule question qu'il faut se poser au moment où la crise financière ne cesse de se développer.**

Socialistes keynésiens et libéraux conservateurs ou marginalistes sont tous d'accords pour considérer que **des plans de rigueur vraiment efficaces et permettant de rembourser les dettes européennes conduisent nécessairement au maintien d'un chômage de masse et d'une décroissance modérée mais longue.**

La solution préconisée par la plupart des grands leaders politiques est celle d'une Europe fédérale. Cette solution qui semble raisonnable et responsable nous semble au contraire irréaliste et

peu responsable. Si l'euro n'était pas adapté à une zone économique non homogène, le fédéralisme l'est encore moins pour 20 ou 25 Etats qui ne constituent pas une zone politique homogène. Et d'ailleurs un référendum populaire ne conduirait certainement pas à cette solution.

L'urgence est plus que jamais à l'élaboration d'un plan B à droite comme à gauche. Ce qui n'empêche pas, en attendant, de faire des économies sur un grand nombre de dépenses publiques parfois absurdes.

I - Questions économiques

▣ Où faire des économies ?

En attendant que François Hollande ait une chance de « réenchanter le rêve français », comme il nous l'a promis, en attendant que Nicolas Sarkozy ne laisse aucun Français sur le bas-côté de la route, ce qu'il veut faire, il faut faire face à notre énorme dette. L'actuel projet d'augmenter les impôts de 11 milliards est fondé sur une prévision de croissance de 1,75%, alors que Bruxelles et tous les experts sérieux tablent sur seulement 0,8 ou 0,9 %. **Ce n'est donc pas 11 milliards mais 27 qu'il faut trouver, non pas en augmentant les impôts mais en faisant des économies.**

1/ Commençons par **supprimer les 70 milliards annuels de subventions aux entreprises.** Elles n'ont pas besoin de subventions mais de liberté.

2/ **Privatisons France Télévisions**, qui fait d'objet d'une enquête du Parquet de Paris pour « favoritisme et prise illégale d'intérêt. » Cela n'économisera que 2,7 milliards, mais les contribuables apprécieront la suppression de la redevance ajoutée à leur taxe d'habitation. Cela aurait aussi l'avantage d'éteindre la plainte devant la Cour de Justice européennes de la Commission, qui considère que la taxe sur le chiffre d'affaires imposée aux opérateurs de télécommunications est contraire au droit européen.

3/ **Réformons notre politique du logement** qui coûte plus de 25 milliards d'euros tirés de 41 types d'impôts et de l'argent des livrets A, argent qui ne va pas à la construction privée. Ouvrons à la concurrence les 800 organismes HLM, qui occupent 83 000 fonctionnaires pour 400 000

locataires, soit 1 pour 4,5 locataires !). Supprimons l'aide à la pierre pour ne conserver que l'aide à la personne.

Finissons-en avec le ravalement obligatoire des façades. Il s'agit là d'une dépense obligatoire aussi inévitable qu'un impôt. Chaque m² coût 100 euros. Comme il y a en moyenne 200 m² par façade, cela fait 20 000 euros par immeuble tous les dix ans. Cela a l'inconvénient de fragiliser les pierres et donc notre patrimoine. Cela cause des nuisances au voisinage. Ce sont surtout des étrangers qui acceptent ces travaux pénibles. On encourage ainsi l'immigration, souvent illégale.

4/ **Réformons la Politique agricole commune** qui nous coûte non pas 11 mais 30 milliards en aides directes, auxquelles il faut ajouter des centaines de milliards de surpris. Car nous payons deux fois: par nos impôts, mais surtout en faisant notre marché. L'OCDE a calculé que **les surpris des produits alimentaires correspondent à une taxe implicite de 25% imposée aux consommateurs européens**[1]. Plus que la TVA !

Actuellement, parmi les 24 premiers bénéficiaires de la PAC, chacun pour plus de cinq millions d'euros, il n'y a aucun agriculteur. La Commission européenne propose, à partir de 2014, de plafonner les aides à 300 000 euros. C'est beaucoup trop. Remplaçons le maquis bureaucratique actuel de 300 subventions – attribuées dans des conditions peu claires – par une seule prime correspondant au revenu moyen agricole, soit 1 200 euros par mois, versée à tout exploitant d'au moins 10 hectares. Comme il en reste à peine 270 000, cela coûterait moins de 4 milliards, au lieu des 30 milliards de subventions et des centaines de milliards de surpris. **Cela satisferait neuf agriculteurs sur dix et augmenterait le niveau de vie de tous les Français.**

Nos fermiers pourraient produire ce qu'ils veulent, leur présence limitant les incendies et préservant la biodiversité. Point de régulations détaillées, mais de directives écologiques simples : débroussaillage, économie d'eau, limitation des engrais chimiques, des pesticides et de la pollution des nappes phréatiques. Selon un rapport officiel la pollution agricole coûte au moins un milliard par an, soit 215 euros par personne.

Si demain l'UE annonçait la suppression de la PAC en 2013, les pays émergents y verraient une concession majeure, qui débloquerait le Cycle de

Doha. Dans ce cas, estime Pascal Lamy, 300 milliards de dollars seraient injectés dans l'économie mondiale, et d'énormes marchés s'ouvriraient à l'Europe[2]. La baisse des barrières tarifaires relancerait notre économie en favorisant nos exportations.

Claude Fouquet.

[1] Politiques agricoles des pays de l'OCDE 2009, p. 49 et 242

[2] www.wto.org

L'euro : comment s'en débarrasser ?

Dîner-débat animé par le professeur Jean-Jacques Rosa 16/10/2011.

I. Pourquoi l'euro devait-il échouer ?

J-J. Rosa explique qu'il n'avait et n'a toujours aucun préjugé antieuropéen : il était favorable au marché commun et à une zone de libre échange européenne.

Ce n'est pas pour autant qu'il était favorable à l'euro, bien au contraire. Il faut se demander dans quelles circonstances il est avantageux pour des pays ne constituant pas une zone optimale de partager une même monnaie. Il existe deux cas : lorsque les économies ne sont pas trop divergentes et qu'il existe, entre ces pays, une grande mobilité (de capital, de travail etc.) ou lorsqu'il y a une forte concentration des échanges (ex. lorsque qu'un petit pays réalise l'essentiel de ses échanges avec un grand pays voisin).

Dans le cas de l'Europe, il n'y avait pas d'économie convergente. Il existe une zone monétaire optimale, c'est la « zone mark » (Allemagne, Autriche, Pays-Bas et Finlande).

La conséquence de la création de l'euro en Europe a été le ralentissement économique.

Le point le plus important est le taux de change. Même en situation de fixité de taux de change, il y a des phénomènes de disparité d'inflation. L'euro a profité à l'Allemagne et a pénalisé les autres pays.

Le diagnostic qui découle des observations qui précèdent est une stagnation pour une longue période. Que se passe-t-il en cas de choc ? La politique monétaire sert à absorber les chocs. En

cas de récession, les taux de change sont abaissés et, à l'inverse, augmentés en cas de surchauffe.

Il existe un autre instrument : la politique budgétaire. Celle-ci a conduit à l'accroissement du déficit. C'est la monnaie unique qui a encouragé les déficits : des taux d'intérêt bas ont été confrontés à des taux d'inflation différents. **Là où l'inflation était présente, l'endettement était peu cher ; les Etats et les particuliers se sont endettés.**

II. Pourquoi les politiques ont-ils fait l'euro ?

Le premier argument a été qu'une monnaie forte est une bonne chose ; elle constitue un bouclier contre les aléas financiers et économiques.

Un autre argument a été la recherche d'une Europe forte et unie. En réalité, l'idée d'un grand Etat européen est une idée du passé. En effet, **les structures lourdes et centralisées se comprennent lorsque l'information est rare et difficile à trouver. En revanche, quand l'information est abondante, il faut des structures hiérarchiques légères.**

De plus, pour fonctionner, un Etat a besoin d'impôt. Pour construire l'Europe, il aurait fallu un impôt supplémentaire. A cette condition, l'Etat fédéral joue le rôle d'amortisseur (comme aux Etats-Unis).

Pourtant, en créant une fiscalité européenne il eut fallu supprimer une partie de la fiscalité des Etats membres, d'autant plus que certains, comme la France, était déjà très fiscalisée. Or **aucun gouvernement de la zone euro n'était prêt à supprimer une large partie de sa fiscalité au profit de l'Europe.**

Une autre explication est qu'une monnaie forte et l'absence de taux de change correspondent aux besoins des cartels qui peuvent ainsi pratiquer une politique de prix élevés et s'assurer que certains de leurs membres n'accordent pas de rabais.

III. Le système ne peut pas durer.

Les solutions actuellement mises en œuvre détériorent l'état des pays : on conforte les banques puis on fait faire faillite aux Etats les plus faibles. Or, il faut que ces derniers puissent dévaluer leur monnaie. Les détenteurs de dette européenne vont vendre, entraînant une hausse des taux d'intérêt et provoquant la faillite des autres pays.

La solution devrait être de conforter les banques, de laisser les pays faire un défaut de paiement partiel puis dévaluer leur monnaie.

L'alternative à cette solution est que la BCE crée de la monnaie pour faire baisser l'euro. Mais il ne s'agit là que d'une solution partielle car les pays de la zone euro exportent entre eux. L'euro disparaîtra donc sauf si l'Allemagne le reprend ou sort de la zone euro (ce qui ferait baisser la monnaie). Un accord prévoyant le resserrement de la zone euro avec la France serait la pire des situations pour nous.

La seule solution est de dévaluer l'euro puis d'en sortir.

Françoise Piriou-Saillant

❑ L'industrie nucléaire : une question économique ou une question politique ?

La façon dont le nucléaire a été traité dans les négociations entre le parti socialiste et le parti écologiste – les Verts – est pour le moins anormale, voire scandaleuse.

Ou bien le nucléaire est une question politique, et il faut la traiter comme telle, c'est-à-dire sans référence à l'économie. Ou bien c'est une question économique et il faut la traiter sans rapport avec le politique.

Si c'est une question politique, nos dirigeants doivent être capables de l'affirmer et d'agir en conséquence. Les accidents nucléaires dans le monde sont exceptionnels. Ils ne se produisent que dans des pays où les risques de tremblements de terre, de tsunamis ou d'accidents sont fréquents. Tchernobyl n'est pas dans ce cas, mais le système soviétique et l'ivresse chronique de toute une population est évidemment assimilable à un grave risque d'accidents. La France ne comporte aucun de ces risques, sauf à Fessenheim où il faut écouter et suivre les avis d'experts indépendants.

Pour toutes les autres centrales, les audits de sécurité récents doivent être suivis mais il n'y a aucune raison de les contester. A force de suivre les principes de précaution on risquerait de ne plus suivre aucun progrès scientifique et technologiques. Si l'on avait su que le pétrole était

aussi inflammable, le sacro-saint principe de précaution aurait dû empêcher de l'utiliser. Quant à la voiture sans essence et au moteur à hydrogène, on devrait cesser de l'étudier en raison des risques d'explosion alors que la Chine en fait aujourd'hui un des principaux objets de recherche scientifique appliquée.

François Hollande doit prendre le risque d'affirmer clairement son opinion. S'il estime le risque faible mais néanmoins existant, il doit traiter la question de façon politique. Sinon, il peut faire quelques petites concessions de façade aux verts mais sans remettre en cause une industrie et une filière où la France fait figure de champion mondial.

Ou bien le nucléaire est une question économique.

Il faut alors traiter cette question comme n'importe quelle question industrielle :

- 1 – Que coûte aujourd'hui une centrale ?
- 2 – Que coûte la centrale de demain avec les expériences de Finlande, de France et d'ailleurs ?
- 3 – Que coûtent les frais de prolongement des centrales actuelles sur une plus longue durée ?
- 4 – Que coûtent les assurances que devrait prendre l'EDF pour couvrir des risques certes très faibles, mais aussi très coûteux ?
- 5 – Quelle corrélation existe-t-il entre le taux de croissance et la consommation d'énergie ?
- 6 – Quelles sont les marges réelles d'économie d'énergie dans notre système industriel et quels sont les coûts liés à ces économies ?

De telles études ont été réalisées par EDF, AREVA et les centres de recherches sur l'énergie, y compris des instituts opposés au nucléaire et favorables aux thèses écologiques. **Il est inadmissible que le Français moyen ne soit pas informé de ces résultats et que les chiffres ne soient pas discutés calmement par les politiques de diverses tendances.** L'énergie représente une proportion importante du PIB et on ne peut prendre de décision dans ce domaine sans connaître les chiffres.

Le risque zéro n'existe pas, bien que trente ans de nucléaire français n'aient pas révélé de risques.

Quel que soit le niveau de risque théorique, il faut le mettre en face de chiffres. Sinon, il faudrait supprimer les voyages aériens, comme les

stockages de pétrole mais aussi comme le TGV. Car il y aura bien sûr un jour un accident de TGV. C'est absolument certain mais cela n'arrivera peut-être que dans cent ans. Le coût du risque reste à faire.

II - Questions politiques

□ Suite des primaires du parti socialiste.

Les médias ont abandonné le sujet qui n'est plus d'actualité puisqu'un candidat a été élu et constitué son équipe. Mais la primaire du parti socialiste a été un véritable événement modifiant les structures politiques du pays, car il est indubitable que les autres formations politiques seront obligées d'adopter un système analogue.

Le parti majoritaire tente de sous-estimer l'événement en indiquant que les primaires ne sont nécessaires que lorsqu'il y a absence de leader. C'est inexact, ou plutôt il est clair qu'il y aura rarement absence de leader dans un système présidentiel où chaque politique de haut niveau rêve de figurer un jour. Déjà, à droite, il existe au moins quatre ou cinq leaders : Nicolas Sarkozy, dont les parlementaires redoutent l'échec mais qu'ils n'osent pas contredire, Jean-François Copé, François Fillon, Alain Juppé, Dominique de Villepin et une demi-douzaine de centristes qui se situeraient aussi bien à droite qu'au centre.

Le seul obstacle à une généralisation des primaires serait l'échec de François Hollande.

En effet, celui-ci devrait normalement l'emporter au second tour tant les critiques contre le chef de l'Etat sont nombreuses et fortes. **Si Hollande échoue, ce ne peut-être qu'en raison de sa personnalité. Les socialistes ont un boulevard devant eux. Leur leader a-t-il la capacité d'élaborer son propre programme, de s'affirmer par rapport à ses alliés comme à ses opposants, de convaincre que ses solutions sont clairement les meilleures ?**

S'il ne remporte pas la victoire, on pourra alors s'interroger sur ce mode de primaire, à vrai dire très différent des primaires qui se pratiquent aux Etats-Unis et au Canada. Affaire à suivre, car il s'agit d'un vrai renouveau de l'élection des dirigeants par le peuple et non par les partis.

□ Une innovation radicale dans nos institutions : la fusion région/départements en Alsace.

Un événement étonnant est en train de se produire en Alsace alors que presque aucun média n'en a parlé : les deux départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ont décidé de fusionner ensemble et également de fusionner avec la région.

C'est déjà une première étonnante que de voir deux présidents de départements souhaiter fusionner au risque de perdre une part importante de leurs pouvoirs. Il est encore plus étonnant de les voir fusionner avec leur région, le président de celle-ci prenant évidemment figure de président de l'ensemble.

Enfin, cette fusion des trois collectivités suppose un nouveau système électoral incluant une dose de proportionnelle en plus du scrutin uninominal.

Pour tous ceux qui pensent que la France est difficilement réformable, l'Alsace montre l'exemple, et un exemple étonnant.

En effet, avant même qu'un référendum local approuve cette fusion, les services travaillent déjà à leur unification. Les trois agences de développement économique existantes n'en feront très prochainement plus qu'une seule.

□ Les régions souhaitent participer au financement des PME... et le font déjà. Est-ce un bien ?

La région Île-de-France vient de créer un second fonds d'investissement destiné aux PME innovantes, fonds qui s'ajoute déjà à un fonds régional pour l'investissement et au fonds PM'up. Le conseil régional des Pays de Loire a créé un fonds de ce type qui vient de prendre une participation minoritaire dans une entreprise de maisons individuelles en bois. La région PACA avait déjà un fonds analogue, comme la région Poitou/Charente. Mais c'est quasiment dans la totalité des régions que les politiques cherchent les moyens de soutenir des entreprises en difficulté ou de procurer des fonds à des entreprises qui se portent bien mais n'attirent pas pour autant les crédits bancaires à des taux intéressants.

Or les structures françaises sont ainsi faites que les business angels sont très peu nombreux, que de nombreuses PME sont beaucoup plus tentées de se vendre aux grands groupes que de se développer individuellement et qu'enfin, les banques sont très réticentes à prêter aux PME.

Si les politiques s'engouffrent dans cette filière de financement, ce n'est pas sans risque car, on le sait, le mélange de l'économie et de la politique donne rarement de bons résultats. D'abord les effets de mode et les effets médiatiques sont un premier danger. Pourquoi la région Île-de-France veut-elle soutenir des entreprises innovantes plutôt que des entreprises « classiques » ? L'innovation, comme le développement durable, cela fait chic mais il nous semble aussi utile de soutenir une PME qui fabrique des chevilles ou des boulons qu'une PME informatique, sans compter que l'informatique est devenu un vieux métier et que les PME ne peuvent pas toujours s'intéresser à des technologies de pointe comme le nouveau wifi circulant dans les lampes électriques classiques. **De plus, le favoritisme, pour ne pas dire le copinage, sont sinon la règle, du moins une tentation permanente dans le monde politique. Une région soutiendra plus facilement un grand ami qu'un étranger. Or l'économie ne connaît ni l'amitié, ni l'étranger.**

Les régions sont-elles faites pour financer durablement les PME ? Certainement pas. Il vaut mieux travailler sur le financement spécialisé des banques ou des fonds d'investissement que de miser sur la filière politique.

III - Livres & revues

☐ Sciences politiques.

Etat moderne, Etat efficace, Marc Ferracci et Etienne Wasmer, Ed. Odile Jacob, octobre 2011, 205 pages, 24,90 €.

Relever la France. Les dix remèdes, Guy Lardeyret, Institut pour la Démocratie – 106 rue de l'Université Paris 7^{ème}, octobre 2011, 390 pages, 25 euros.

Contre le vide moral. Restaurons la social-démocratie, Tony Judt, Ed. Héloïse d'Ormesson, novembre 2011, 207 pages, 19 €.

Ces trois ouvrages sont complémentaires et le troisième, consacré à la social-démocratie, n'est en rien contradictoire avec les deux premiers.

Le plus complet et le meilleur des trois est celui de G. Lardeyret : « *Relever la France* »

Son sous-titre « *Les dix remèdes* » est un peu restrictif et d'ailleurs mal adapté au sujet. En effet, il n'y a pas un catalogue de dix remèdes dont on pourrait déjà tenter d'appliquer les 5/6 ou 7 premiers. C'est beaucoup plus un état d'esprit général qui devrait couvrir tous les aspects de la vie politique et qui doit être profondément inscrit chez les citoyens et chez tous ceux qui prétendent à participer à la vie démocratique et aux élections à tous les niveaux. G. Lardeyret ne manque pas d'ambition et il a raison quand il rappelle qu'**il faut s'inspirer de l'idéal tout en sachant que le possible en sera toujours éloigné.**

Dans ces temps de crise où l'équilibre d'un pays européen peut basculer en quelques jours, il rappelle le mot de Benjamin Constant qui est un des principes que nous rappelons sans cesse à Héritage&Progrès : « *Les temps que nous vivons requièrent des hommes de principe plus que des hommes de circonstance.* » L'ouvrage de G. Lardeyret couvre la totalité du champ constitutionnel et de la vie politique.

Il part d'ailleurs de la déclaration des libertés et des devoirs des citoyens dont il fait le fondement de toutes les réformes à développer pour améliorer la vie démocratique, instaurer un régime parlementaire efficace, prendre les décisions au bon niveau c'est-à-dire établir le principe de subsidiarité, stopper l'hémorragie des fonds publics, restaurer la liberté d'entreprendre, développer une économie de prévoyance, libérer le marché du travail, instaurer une justice constitutionnelle, sortir du présidentialisme actuel, refonder une Europe démocratique.

Certes, beaucoup des propos de G. Lardeyret relèvent de l'idéalisme et paraissent peu applicables dans le contexte actuel. Pourtant, son ouvrage est très réaliste. Il apparaît clairement en le lisant que l'auteur connaît de façon intime la vie politique française et qu'il connaît bien les contraintes des élus pour l'avoir sans doute été lui-même. C'est en même temps un homme d'entreprise et il applique à la politique les schémas d'évaluation qui sont pratiqués

quotidiennement dans les entreprises. **C'est un véritable manuel de science politique comme on en lit trop peu souvent. On pense en l'étudiant à l'ouvrage publié il y a une vingtaine d'années par Yves Cannac, « Le juste pouvoir ».**

Le livre de G. Lardeyret n'est pas facile mais c'est un ouvrage de base à mettre en parallèle avec les ouvrages de droit constitutionnel ou les grands manuels du type de celui d'Olivier Duhamel sur le pouvoir politique dans la Vème République.

Nous préférons, cela va sans dire, la philosophie de M. Lardeyret à celle de M. Duhamel. Mais si nous comparons les deux, c'est pour **recommander de façon forte sa lecture à tous ceux qui veulent approfondir leurs connaissances dans le domaine du droit constitutionnel comme dans le domaine plus large du pouvoir politique.**

Le livre de MM. Ferracci et Wasmer est consacré à l'évaluation des politiques publiques. Il recouvre tous les aspects de l'évaluation : panorama des méthodes existantes, difficultés de mettre en place des évaluateurs indépendants, méthodes d'évaluation pratiquées dans les pays étrangers, comment concilier l'évaluation et le pouvoir politique, durées souhaitables de l'évaluation, comment rendre réversibles les politiques publiques.

Cette question de l'évaluation et surtout de la réversibilité des politiques publiques, est au cœur de l'action politique.

Prenons un exemple simple : les politiques adoptées pour lutter contre le chômage des jeunes ou celui des personnes âgées. Une bonne dizaine de techniques ont été mises en place depuis l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand jusqu'à aujourd'hui. Toutes se sont avérées inefficaces. Aucune n'a fait l'objet d'une évaluation indépendante, claire, précise et surtout largement diffusée dans le public, ce qui permettrait d'éviter de refaire les mêmes erreurs. Parallèlement, on connaît parfaitement les pays où, malgré les crises répercutées partout par la mondialisation, on a pu éviter le chômage de masse. Une bonne dizaine de pays développés n'ont jamais connu durablement des taux de chômage supérieurs à 5 %. A-t-on évalué leur politique publique de l'emploi et a-t-on diffusé les résultats en France dans les médias et dans le monde politique ?

L'ouvrage de MM. Ferracci et Wasmer manque un peu de références sur les politiques de réforme poursuivies par le président Sarkozy dans les quatre dernières années. Ces politiques ont parfois échouées et se sont souvent montrées très insuffisantes malgré des intentions réformistes très volontaristes. Il aurait été particulièrement intéressant d'étudier les raisons pour lesquelles ces réformes ont été peu efficaces. On peut espérer que l'ouvrage aura une suite sous forme de bilan d'un quinquennat.

Le troisième ouvrage de cette série sur les questions que posent la démocratie d'aujourd'hui, est celui de Tony Judt, professeur à l'université de New-York et auteur de plusieurs ouvrages et articles de revues concernant la science politique.

L'ouvrage de T. Judt n'est en rien contradictoire avec les deux ouvrages précédents dont la philosophie est clairement libérale et dont les principes sont des principes d'efficacité qui ne touchent en rien aux objectifs sociaux que peuvent souhaiter les Etats modernes. T. Judt, en bon Américain et en bon disciple de John Stuart Mill souhaite lui aussi un Etat moderne, un Etat efficace et un Etat démocratique. Cela ne l'empêche pas de constater la vacuité de la philosophie politique contemporaine et « l'insoutenable légèreté » de cette politique. La philosophie de son livre est toute entière dans les quelques lignes que nous citons ci-dessous :

« Voici trente ans que nous avons fait de la poursuite de l'intérêt matériel personnel une vertu. A vrai dire cette quête est la seule chose qui nous reste désormais de notre sentiment d'un dessein collectif. Nous savons ce que coûtent les choses, nous n'avons aucune idée de ce qu'elles valent. S'agissant d'une décision de justice ou d'une loi, nous ne demandons plus : Est-elle bonne ? Est-elle équitable ? Est-elle juste ? Va-t-elle contribuer à l'avènement d'une société meilleure ? Telles étaient autrefois les questions politiques, même si elles n'appelaient pas de réponses faciles. Nous devons réapprendre à les poser. Le tour matérialiste et égoïste de la vie contemporaine n'est pas le propre de la condition humaine. Ce qui nous paraît naturel aujourd'hui remonte pour une large part aux années 1980... Nous ne saurions continuer de vivre ainsi. »

L'ouvrage de T. Judt propose d'autres choix et a surtout l'intérêt de poser nombre de questions qui font réfléchir. En 1960, tous les étudiants étaient révolutionnaires et existentialistes. En 1970/1980,

ils étaient tous marxistes. En 1990/2000 ils étaient tous libéraux et anti-étatistes. Aujourd'hui, ils s'interrogent. Espérons que les réponses seront aussi variées et diverses qu'elles étaient hier uniformément sottes... parce qu'uniformes. Le premier pas de l'intelligence est de ne pas sacrifier à la mode et au politiquement correct, qu'il vienne de l'université ou du café du commerce.

Le premier pas de la morale est aussi de ne pas sacrifier à la mode mais de regarder autour de soi ce qui est inacceptable et ce qui est souhaitable. Le livre de Judt est à cet égard un complément très utile aux deux ouvrages précédents.

Deux romans peuvent nous aider à réfléchir dans le même sens.

Romans.

Martin Eden, Jack London, Ed. 10/18, 2ème trimestre 1973, 447 pages.

Un amour exclusif, Johanna Adorján, Ed. 10/18, octobre 2011, 185 pages, 7 €.

Résumer ces deux romans n'aurait aucun sens. Ce sont d'ailleurs plutôt deux vies, deux personnalités, que deux histoires, celles-ci n'ayant pas d'intérêt en tant que telles.

Avec « *Martin Eden* », Jack London retrace la vie d'un homme farouchement individualiste dont la volonté de fer doit lui permettre de transgresser la vie sociale qu'il pourrait normalement suivre.

Marin, boxeur et bon vivant, Martin Eden devient un écrivain célèbre après des années de travail farouche quinze heures par jour, économisant sou par sou, abandonné par sa classe sociale et ses amis et fuyant les autres pour gagner chaque semaine quelques heures de plus à écrire et quelques shillings pour envoyer ses œuvres aux éditeurs.

Passant de la misère à la richesse, il s'interroge constamment : ce que je suis aujourd'hui, je l'étais hier. Pourquoi tous ceux que je connaissais ne l'ont-ils pas vu ?

Qu'est-ce qu'un homme ? Un peu de talent, beaucoup de volonté, une personnalité que chacun devrait essayer de comprendre sans juger. Mais un homme c'est aussi un être socialement inséré dans un milieu qu'il ne peut transgresser qu'à ses risques et périls. Cet ouvrage de Jack London est

d'une formidable richesse humaine qui remet à leurs justes places les ouvrages de science politique bien éloignés du personnalisme.

« *Un amour exclusif* ». Un couple qui a vécu les plus grandes difficultés de la vie, tous deux juifs rescapés des camps nazis puis communistes fuyant la Hongrie pour se réfugier en Europe du nord, décide de se suicider ensemble, l'homme étant atteint d'une grave maladie incurable.

Comment ce couple a-t-il vécu ? Qui étaient ces deux personnes dont la vie semblait si calme et si tranquille après tant de difficultés ? Pourquoi ce suicide alors que l'un et l'autre pourraient encore vivre quelques années ? Quel mystère recouvre cette volonté de mourir ensemble ?

« *Un amour exclusif* » est une merveilleuse histoire écrite avec la délicatesse d'une petite fille qui a peu connu et beaucoup rêvé ses grands-parents. Un très beau livre.

Participation et don année 2011

L'association n'accepte aucune subvention publique et **ne vit que des dons** de ceux qui souhaitent soutenir son activité.

Je souhaite soutenir H&P et vous adresse un don

100 € 150 € Autres..... €

L'abonnement à la Lettre mensuelle *Héritage&Progrès* est compris dans le prix de l'adhésion

Cotisation payée par entreprises, professions libérales, associations...

A partir de : 150 € Autres..... €

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

Code postal..... Ville.....

Tél. :

e-mail.....@.....

Je recevrai début 2012 un certificat de déduction fiscale.

| |
|---|
| <p>Saisie et mise en pages : Aline Coesnon « Home Secrétariat » 15, rue de l'Ouest – 75014 PARIS Tél. : 01 43 20 83 85 et 06 60 21 02 22 Email : home.secretariat@bbox.fr</p> |
|---|